

TAHALIL JOUSSOUR

PRESENTATION	DANS CE NUMÉRO :						
<p>La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.</p> <p>Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.</p> <p>La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.</p> <p>Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social</p>	<p>ou sur le plan politique et de la gouvernance.</p> <p>Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.</p> <p>Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système; - Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique. <p>Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.</p> <p>Joussour contribuera par une lecture des faits saillants sous l'angle de ce diagnostic à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la transition.</p>						
	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="padding: 5px;">PRESENTATION</td> <td style="text-align: right; padding: 5px;">P. 1</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">LES RAISONS DE LA DÉTÉRIORATION DE LA CONFIANCE DANS LA CAPACITÉ DU DÉCIDEUR À GÉRER LA CRISE ACTUELLE</td> <td style="text-align: right; padding: 5px;">P. 2</td> </tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Pour ce qui est de la restauration de la confiance, condition essentielle au succès de la gestion de la crise</td> <td style="text-align: right; padding: 5px;">P. 3</td> </tr> </table>	PRESENTATION	P. 1	LES RAISONS DE LA DÉTÉRIORATION DE LA CONFIANCE DANS LA CAPACITÉ DU DÉCIDEUR À GÉRER LA CRISE ACTUELLE	P. 2	Pour ce qui est de la restauration de la confiance, condition essentielle au succès de la gestion de la crise	P. 3
PRESENTATION	P. 1						
LES RAISONS DE LA DÉTÉRIORATION DE LA CONFIANCE DANS LA CAPACITÉ DU DÉCIDEUR À GÉRER LA CRISE ACTUELLE	P. 2						
Pour ce qui est de la restauration de la confiance, condition essentielle au succès de la gestion de la crise	P. 3						

Le suivi, dans le pays, des différentes actions de gestion de la crise Corona montre l'émergence des phénomènes suivants :

-Le non- respect d'une partie importante des citoyens des contrôles de quarantaine, en particulier ceux liés à la distanciation sociale, tels que rester à domicile, respecter une distance de sécurité lors de la communication avec les autres et d'autres précautions. Cela a suscité de nombreuses déclarations des hauts fonctionnaires de l'Etat sur les implications de ce non-respect sur le succès de l'effort national de lutte contre l'épidémie. Ceci a conduit à également à l'utilisation d'expressions de blâmes et de réprimande, en accusant parfois les réfractaires d'absence du sens de la citoyenneté d'où l'escalade des demandes d'adopter des solutions plus restrictives pour lutter contre ces comportements qualifiés de criminels.

-La fréquence des déclarations et des communiqués faits par les parties impliquées dans la gestion de la crise,

gouvernementales et non gouvernementales, tels que les groupes locaux, les structures et organes indépendants et les organisations nationales, montre au fil du temps l'escalade des divergences de positions et d'approches et les divergences concernant les solutions et les priorités, ce qui peut constituer un sérieux obstacle à l'effort national de lutte contre la crise.

-La contradiction entre le comportement des hauts fonctionnaires de l'Etat lors de leurs apparitions publiques et leurs déclarations concernant la distanciation sociale et d'autres précautions sanitaires.

-Un débat accru sur les plateformes des médias sociaux et dans l'espace audiovisuel sur les déclarations, les informations et les attitudes des responsables dans le contexte de la gestion de la crise.

Tout cela exprime l'une des plus grandes faiblesses de la gestion actuelle de la crise, qui est le faible niveau de confiance dans l'Etat, dans le décideur et généralement dans l'« autre » qu'il soit public ou non public, structure, appareil institution ou personnes.

La perte de confiance signifie que le citoyen ne croit pas ce que dit le décideur et n'est pas très positif quant à sa capacité

à trouver des solutions appropriées qui sont dans l'intérêt des citoyens et ne sont pas motivées par d'autres intérêts non exprimés.

Le succès de la gestion de cette crise passe nécessairement par la conquête de la confiance des citoyens car c'est une des conditions indispensables pour gagner cette bataille.

Les raisons de la détérioration de la confiance dans la capacité du décideur à gérer la crise actuelle

*L'épuisement du crédit de confiance dans le décideur national :

-La direction politique dans son ensemble souffre du fait qu'elle ne peut pas se reposer sur un actif positif de réalisations qui permette la confiance du peuple en elle. En plus de cela, la détérioration de la performance de la classe politique avant les élections et la faible réponse de la classe politique aux attentes des citoyens pendant les élections (constante vérifiée à travers divers sondages d'opinions) mettent en évidence une régression rapide du niveau de satisfaction à l'égard de ses différentes composantes.

-La multiplicité et la diffusion de comportements des représentants des pouvoirs publics (députés, délégués, maires, employés et agents d'appareils portant des armes...) caractérisés par l'opportunisme et l'utilisation de la crise pour atteindre des objectifs autres que l'intérêt public, mettent en avant le délabrement de l'échelle des valeurs du système public et l'émiettement de la notion du service public basé principalement sur la prestation de services à des tiers.

*Les répercussions des difficultés de la gestion de la crise dans d'autres pays :

-Les effets résultant de l'observation de la propagation rapide de l'épidémie dans le monde et de l'incapacité des grands pays à contrôler sa propagation comme l'incapacité à limiter ses effets négatifs avec les tensions et les scandales qui en découlent

-Une tendance accrue dans de nombreux pays, y compris les anciennes démocraties occidentales, à adopter des traitements basés sur une approche restrictive qui limite les droits et les libertés avec le prétexte que la lutte contre la propagation du virus est une guerre qui doit être gagnée à tout prix.

Le fait est que le discours politique s'est largement appuyé sur un lexique militaire insistant sur le fait que le pays dispose d'une direction pour la bataille et dispose de ce qu'il faut de force et de fermeté pour remporter la victoire. Or ceci peut mener parfois à des résultats inverses surtout avec l'écoulement du temps et la propagation continue du virus provoquant plus de victimes. La peur du virus augmente et la confiance dans les intentions du décideur est ébranlée. Ceci est vrai en particulier avec l'accent mis sur les procédures restrictives contre les libertés, l'adoption d'un discours

d'intimidation, de dénigrement et d'accusation adopté par certains politiques vis-à-vis de certains comportements et débordements pendant la période de quarantaine (eux-mêmes expression d'un défi ou d'une indifférence)

*La confiance dans les scientifiques est secouée :

Les interactions entre les savants, les déclarations inexacts et les lectures ultérieures, qui conduisent toutes à la confusion et à brouiller les frontières entre la science basée sur des connaissances précises et décisives et une croyance basée sur des conjonctures et des pondérations. Le plus dangereux ce sont les déclarations des responsables de l'état de santé, des spécialistes qui expriment souvent des positions sur les aspects techniques liés à la lutte contre la maladie et défendent farouchement des déclarations sous prétexte qu'elles reposent sur des vérités scientifiques qui, après un court laps de temps, s'avèrent erronées. Ceci ne faisant que confirmer que personne, y compris les scientifiques et les organisations internationales spécialisées dans les questions de santé, ne détient de vérités solides et sûres sur le sujet. On peut plutôt dire que leur gestion de la question était entachée de volatilité et de confusion.

Le chevauchement des espaces de la science et de la politique est approfondi par l'absence de distinction entre l'appréciation politique et l'affirmation scientifique, et entre le discours politique et le discours scientifique. L'absence d'un discours scientifique décisif basé sur une vérité scientifique solide ouvre la porte à de nombreux prétendants à parler au nom de la science pour communiquer et semer la méfiance à l'égard des déclarations scientifiques dans l'opinion publique.

Le plus dangereux dans cette situation est que ces intervenants ont constitué une force de pression sur le décideur qui le conduit à adopter des politiques et des décisions qui ne sont pas basées sur une légitimité scientifique décisive, et dont l'échec est plus probable que son succès ce qui contribuera inéluctablement à aggraver la crise.

Le plus dangereux est que certains scientifiques s'impliquent à leur tour (pour les mêmes considérations d'intérêt) et quittent leur espace scientifique pour pénétrer l'espace politique créant une confusion entre espaces et tâches. Le résultat est une détérioration de la confiance aussi bien dans la science, dans les scientifiques que dans les politiciens. De ce fait, les superstitions deviennent le refuge de beaucoup.

Ce dernier développement est considéré comme très dangereux parce que les superstitions peuvent devenir un facteur qui affaiblit la capacité de l'Etat à faire face au défi de la santé et peut même être un facteur de démolition de la synergie sociale qui représente la pierre angulaire de l'Etat et de sa pérennité.

Car rappelons-le ; le succès des sociétés face aux dangers qui les menacent dépend principalement de la participation sérieuse et volontaire des citoyens à l'effort national. Or la participation citoyenne n'est pas garantie par l'intimidation et la réprimande mais plutôt par le rétablissement de la confiance dans le tissu social et dans les institutions de l'Etat. La gestion de longues crises qui nécessitent de grands sacrifices ne se fait ni en semant la peur ni par une tyrannie au pouvoir, mais plutôt par le renforcement de la confiance entre le gouvernant et le gouverné.

La crise actuelle représente une opportunité réelle et précieuse pour le système de gouvernement découlant des récentes élections et pour la classe politique en général de rétablir la confiance avec les citoyens. En même temps c'est un test crucial pour elle, qui peut être coûteux si elle ne l'utilise pas pour soutenir l'unité et unir ses efforts pour faire face au danger.

Pour ce qui est de la restauration de la confiance, condition essentielle au succès de la gestion de la crise

-Rétablir la confiance dans la science et les chercheurs :

Ceci a lieu en distinguant la science basée sur des connaissances concluantes et les suppositions qui adoptent des hypothèses et des pondérations. Pour y parvenir, il est du devoir de toutes les parties impliquées dans le processus d'accompagnement pédagogique des citoyens pendant la crise (y compris les politiciens, les médias et les composantes de la société civile) d'intensifier les efforts pour donner de l'espace au vrai discours scientifique et de faire une distinction entre ce dernier et la simple supposition ou l'hypothèse.

S'assurer que les citoyens soient satisfaits de la crédibilité des responsables, de la véracité de leurs chiffres et de leurs évaluations. Pour cela, on doit s'appuyer sur des scientifiques spécialisés dans le domaine et exclure ceux qui sont hors de leur domaine de spécialisation.

En outre, les scientifiques sont censés se comporter de manière exemplaire en déclarant des connaissances scientifiques sans toutes sortes de calculs et d'intérêts et sans être soumis à aucune sorte de pression. Cela s'inscrit dans le cadre de la reconstruction de la relation entre science et politique sur la base d'une distinction entre les espaces et d'une distinction entre les tâches.

Le rôle du scientifique est d'énoncer la seule vérité scientifique, dépouillée de tout calcul ou pression. La connaissance scientifique ne s'arrête pas à la déclaration de l'information mais s'étend à la déclaration de l'inconnu, c'est-à-dire les questions sur lesquelles la science n'a pas atteint une certitude tranchante les concernant. Le savant ne remplace pas le politicien dans la décision mais il éclairera

La nature de la crise actuelle et la gravité de ses implications font de sa gestion le facteur déterminant pour l'avenir de la classe politique actuelle. Réussir à relever le défi de la santé l'aidera à transformer la crise en une opportunité pour le changement souhaité pour tous les systèmes délabrés, y compris le système de gouvernance. Cela lui permettra également de disposer d'un nouveau stock de crédibilité qui permettra d'éloigner les scénarios de détérioration et toute chute brutale qui sera alors, plus que probable en cas d'échec.

Le rétablissement et la promotion de la confiance renforcent également les réservoirs de résilience de la communauté aux risques et aux défis. Gérer une crise par l'intimidation peut porter ses fruits à très court terme. Mais cela ne durera pas, surtout si le danger se prolonge dans le temps et nécessite beaucoup de souffle pour y faire face. Quant au manque de confiance, il mène les individus à la contraction et à l'isolement et non à s'engager dans l'effort national. Et c'est un isolement qui fait d'eux des proies à toutes les influences. Briser ce cycle isolationniste dépend du soutien à l'inclusion sociale qui nécessite lui-même des initiatives et des politiques inclusives.

plutôt le chemin du politicien auquel appartiendra toujours l'autorité de décision. Il prend alors sa décision en connaissance du connu et de l'inconnu. Il assumera de ce fait l'entière responsabilité de l'élaboration des politiques, de l'établissement des objectifs, des orientations des priorités et de la prise de décisions qu'il jugera appropriés. Pour garantir une véritable légitimité scientifique de ses politiques, le décideur doit apprendre à écouter les scientifiques.

-Réhabilitation de la fonction d'écoute :

Cette crise présente une opportunité pour le politicien surtout s'il est en position de décision de revenir à l'une des bases de l'exercice du pouvoir qui est d'apprendre à écouter. Cette crise a mis à nu tous les systèmes politiques, en particulier démocratiques, et a montré que l'homme politique n'écoute plus le mouvement social mais est plutôt prisonnier de ce qui est produit par un cercle élitiste étroit formé autour de lui. Cette méthode, en supposant de bonnes intentions, ne permet pas au décideur de prendre note des différentes complications internes et externes du sujet et empêche certaines expériences externes de s'adapter au contexte interne du pays.

Par conséquent, restaurer la confiance nécessite de réhabiliter la fonction d'écoute qui doit devenir un exercice. Il ne fait aucun doute que la construction de cette voie est de la responsabilité du décideur.

-La transparence :

Afin de rassurer le public sur la capacité de la direction politique à prendre les bonnes décisions au bon moment et d'apprécier les perspectives présentes et futures, il faut dire toute la vérité.

La divulgation explicite de la vérité est presque aussi importante pour le public que les résultats obtenus. La vérité ne s'arrête pas aux chiffres liés aux statistiques des cas, des patients et des décès, mais plutôt à déclarer les défis, les difficultés et les obstacles ainsi que les objectifs, les priorités, les décisions et les capacités. Il ressort clairement des expériences comparatives (Chine, France et Etats Unis d'Amérique) que la vérité doit s'exprimer en des temps courts. Les répercussions des décisions prises peuvent être importantes et provoquer une crise plus profonde que la crise sanitaire.

-L'engagement des représentants des pouvoirs publics à un comportement exemplaire :

Il est devenu évident pour tous que la crise actuelle ne prendra pas fin sans victimes humaines. Par conséquent, l'évaluation du pouvoir politique ne sera pas basée principalement sur une logique arithmétique avec des chiffres, des statistiques et le nombre de victimes mais sur le fait de s'assurer que l'autorité publique a épuisé tous les efforts possibles pour réduire le nombre de victimes et faire ce qui doit être fait pour protéger la santé des citoyens. De plus, étant donné que notre pays souffre historiquement de disparités sociales et régionales croissantes, la réassurance de la « Deuxième Tunisie » marginalisée à l'équité de l'autorité publique dans la répartition des capacités et des efforts entre les régions et les groupes devient une question très importante.

L'exigence de l'équité s'étend également, aux décisions prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la répartition du fardeau des sacrifices nécessaires pour faire face à la crise. Ces décisions doivent être supportables, raisonnables et loin de tout arbitraire.

Pour rassurer les citoyens sur le fait que la direction politique est juste il faut, en plus de ce qui précède, que le décideur politique traite avec tous et ce, dans le cadre de l'Etat de droit. Cela ne sera possible que s'il leur apparaît clairement que les politiques adoptées et les différentes décisions prises, ne sont aucunement motivées par des intérêts de groupes ou politiciens.

L'impartialité des responsables est un facteur de première importance qui exige d'une part que leurs actions coïncident avec leurs déclarations, et d'autre part qu'il y ait respect de la loi pour tous. Ceci implique que les responsables de l'Etat et ceux qui agissent en son nom se doivent de se comporter scrupuleusement dans le respect de la loi et qu'ils garantissent son respect par tous sur un même pied d'égalité et sans aucune autre considération.